



**CONTROLE CANTONAL
DES FINANCES**

**Rue Dr. César-Roux 37
1014 Lausanne**

Contrôle cantonal des finances

Rapport annuel d'activité pour l'exercice 2022

Mai 2023

CONTROLE CANTONAL DES FINANCES
www.vd.ch/ccf – T 41 21 316 19 70
E-mail : info.ccf@vd.ch

Editorial

L'éditorial de l'année précédente mettait en exergue les tendances dans l'audit des collectivités publiques et plus particulièrement dans l'orientation du programme de travail du CCF, à savoir la nécessité de répondre à de nouvelles missions, le renforcement de la numérisation et de la digitalisation, ainsi que le suivi de projets majeurs.

Cette orientation s'est matérialisée dans nos audits, dont la liste des rapports figure en page 23 et suivantes.

Plus particulièrement, nous avons continué à suivre les dépenses COVID-19 par l'examen des rapports périodiques sur l'état des crédits supplémentaires et des dépenses y afférentes. Des audits ont également été effectués sur la bonne utilisation des aides octroyées par l'Etat de Vaud, notamment dans les domaines économiques, culturels, sanitaires ou encore de l'accueil de jour. Ces audits sont appelés à se poursuivre sur 2023 dans le cadre du suivi des aides octroyées et du respect des conditions posées à l'utilisation de ces dernières. Les dépenses extraordinaires liées à l'Ukraine et au renchérissement de l'énergie feront également l'objet d'un suivi à l'instar des dépenses COVID-19.

La digitalisation et la numérisation ouvrent également de nouveaux champs d'audit. Il s'agit de s'assurer de la sécurité des solutions retenues, par exemple en termes de conformité des accès, de contractualisation des relations avec les fournisseurs informatiques ou encore de suivi et de gestion des incidents. En termes d'opportunité, l'analyse de données permet un traitement plus exhaustif de l'information, notamment par la mise en évidence d'incohérences ou d'anomalies. Elle devient un outil d'audit incontournable pour l'examen de flux financiers majeurs.

Le CCF peut ensuite compter, en sus de ses compétences dans le domaine de l'audit comptable et de l'audit informatique, sur des spécialistes du domaine de la construction. Ceci nous permet d'effectuer un suivi des « grands chantiers » de l'Etat de Vaud dont notamment l'Hôpital des enfants, le LEB, le m2-m3 ou encore la réalisation du « t1 » entre Lausanne Flon et Renens.

A noter encore dans les axes prioritaires d'audit, la certification des systèmes de contrôle interne (SCI) des services de l'Etat de Vaud. Sur l'exercice 2022, 7 rapports d'audit ont été délivrés. Les services n'ayant pas encore été certifiés l'ont été ou le seront durant le 1^{er} semestre 2023. Il s'agit d'une avancée significative dans le renforcement du dispositif financier de l'Etat. Rappelons que cette démarche avait été initiée en 2010. A l'avenir, il s'agira pour l'ensemble de l'Administration cantonale vaudoise de poursuivre la démarche de mise à jour du SCI, afin qu'il puisse toujours correspondre aux nouvelles missions et risques des services et que sa diffusion et sa connaissance puissent être maintenues au sein des collaborateurs concernés.

Cette première année en qualité de Chef de service du CCF a été très enrichissante par la diversité des audits et la qualité des échanges professionnels ; je profite de remercier nos différents partenaires pour la confiance témoignée et leur soutien dans la réalisation de nos missions.

Un remerciement tout particulier à l'ensemble de mes collaborateurs et collègues pour leurs compétences et implication professionnelle et pour l'accueil qui m'a été réservé dans cette nouvelle fonction.

Sébastien Chenuz

Chef de Service

* * * * *

Conformément à l'article 13 de la loi du 12 mars 2013 sur le Contrôle cantonal des finances (LCCF), le présent rapport d'activité est établi à l'intention du Grand Conseil et du Conseil d'Etat. Ce rapport est public selon l'article 13 LCCF. Dans le présent rapport, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment la femme ou l'homme.

1 Table des matières

	Page
Editorial	2
1 Table des matières	3
2 Mission du Contrôle cantonal des finances	4
3 Activités de l'exercice 2022	5
3.1 Ressources humaines	5
3.2 Rapports délivrés durant l'exercice 2022 (01.01.2022 – 31.12.2022)	6
3.3 Recommandations en suspens au 31 décembre 2022	7
3.4 Utilisation des forces de travail	7
3.5 Audits menés avec la participation de mandataires externes	8
3.6 Contrôle qualité dans le cadre de l'audit annuel des comptes de l'Etat	9
3.7 Participation du CCF à divers comités et groupes de travail	9
3.8 Participation du CCF à des groupes professionnels	9
4 Contrôle annuel des comptes et de la gestion du Contrôle cantonal des finances par un expert-réviseur agréé désigné par le Conseil d'Etat	11
5 Conclusion	13
6 Annexes	14
6.1 Présentation du Contrôle cantonal des finances (CCF)	14
6.1.1. Cadre juridique et institutionnel	14
6.1.2. Mission	14
6.1.3. Indépendance	16
6.1.4. Principes de contrôle, normes professionnelles et déontologie	16
6.1.5. Champ de contrôle	17
6.1.6. Procédure et délivrance des rapports d'audit	17
6.1.7. Domaines d'activité d'audit, organisation et pluridisciplinarité	18
6.1.8. Agrément du CCF en qualité d'expert-réviseur auprès de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)	20
6.1.9. Contrôle qualité dans l'audit et la gestion du service	21
6.2 Rapports délivrés entre le 01.01.2022 et le 31.12.2022	23
6.3 Liste des abréviations et des acronymes utilisés	35

2 Mission du Contrôle cantonal des finances

Le Contrôle cantonal des finances (CCF) a pour mission de contrôler en toute indépendance l'utilisation de tout argent public auprès des services de l'Etat, offices judiciaires, personnes morales de droit public et entités subventionnées. Le CCF assure également l'audit annuel des comptes de l'Etat. L'organisation du CCF et les règles applicables à son activité sont définies dans la loi du 12 mars 2013 sur le Contrôle cantonal des finances (LCCF)¹. Un règlement d'application de cette loi a été adopté par le Conseil d'Etat en date du 8 novembre 2017 (RLCCF)². Dans ce cadre légal et réglementaire, le CCF organise librement son activité selon les principes et normes professionnelles généralement admis en matière d'audit.

Chaque année, sur la base d'une analyse des risques, le CCF assure l'audit des comptes de l'Etat et élabore un programme de travail pour les audits qu'il entend conduire auprès d'entités entrant dans son champ de contrôle. En outre, le Conseil d'Etat, les Commissions des finances et de gestion du Grand Conseil, ainsi que la Commission chargée de la haute surveillance sur la justice³, peuvent confier au CCF des mandats spéciaux de contrôle.

Pour chaque contrôle qu'il effectue, le CCF établit un rapport qu'il met en consultation auprès de l'entité contrôlée, puis le transmet aux destinataires mentionnés dans la loi et le règlement. Les rapports du CCF ne sont pas publics, à l'exception de celui relatif à l'audit des comptes annuels de l'Etat établi à l'attention du Grand Conseil. Le Conseil d'Etat est compétent pour décider de diffuser auprès des médias et du public en tout ou partie un rapport du CCF, ainsi que les Commissions des finances, de gestion et de haute surveillance sur la justice pour les rapports établis à la suite d'un mandat spécial confié par elles au CCF. La communication publique des rapports du CCF fait l'objet d'un arrêté du Conseil d'Etat du 7 février 2000 (AComCCF)⁴.

Pour mener à bien sa mission, le CCF est agréé depuis le 23 janvier 2008 en qualité d'expert-réviseur par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR). L'agrément vise à garantir une exécution régulière et la qualité des prestations en matière de révision. Le CCF est inscrit au Registre du commerce du canton de Vaud, ainsi que membre d'EXPERTsuisse (Association suisse des experts en audit, fiscalité et fiduciaire) et de l'Association Suisse d'Audit Interne (ASAI).

* * * * *

¹ BLV 614.11

² BLV 614.11.1

³ La loi sur le Conseil de la magistrature est entrée en vigueur en date du 1^{er} janvier 2023 (LCMag ; BLV 173.07). L'exercice de la haute surveillance sur la justice pour le Grand Conseil est confié à la Commission thématique des affaires juridiques (art. 59a de la Loi sur le Grand Conseil ; LGC ; BLV 171.01). La LCCF a été adaptée et une mise à jour du RLCCF et de l'AComCCF est en cours.

⁴ BLV 614.11.1.1

3 Activités de l'exercice 2022

3.1 Ressources humaines

Etabli au 31 décembre 2022, le tableau ci-dessous reproduit l'organisation du CCF avec 20 collaborateurs occupant 19.1 ETP. Si le masculin est utilisé indifféremment pour la femme ou l'homme, il convient de relever que le CCF est composé de 12 collaboratrices (11.1 ETP) et 8 collaborateurs (8 ETP).

Le plus haut diplôme académique ou professionnel obtenu est indiqué, ainsi que l'agrément auprès de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) pour les personnes concernées.

Fonctions	Nbre	ETP	Formations	Agréments ASR
Chef de service	1	1.0	Expert-comptable diplômé	Expert-réviseur agréé
Chef de service adjoint et remplaçant du chef de service	1	1.0	Maîtrise universitaire ès sciences (Master HEC)	Expert-réviseur agréé
Chef de service adjoint	2	2.0	2 Experts diplômés en finance et controlling	1 Expert-réviseur agréé 1 en attente de l'agrément
Chef de mandat d'audit <i>pour le domaine de l'audit comptable et financier</i>	5	4.8	1 Expert-comptable diplômé 1 Spécialiste en finance et comptabilité avec brevet fédéral 1 Agent fiduciaire avec brevet fédéral 1 Maîtrise universitaire ès sciences (Master HEC) 1 Economiste d'entreprise HES	3 Experts-réviseurs agréés 1 Réviseur agréé
Chef de mandat d'audit <i>pour le domaine de l'audit et du support informatique</i> <i>pour le domaine de l'audit de la sécurité informatique</i>	2	2.0	1 Ingénieur diplômé ETS en informatique, CISA 1 Lead Auditor ISO / CEI 27001:2013	<i>Non concernés</i>
Chef de mandat d'audit <i>pour le domaine de l'audit des constructions</i>	2	1.8	2 Master of Science MSc en Génie civil	<i>Non concernés</i>
Chef de mandat d'audit <i>pour le domaine de l'audit et de l'appui juridique</i>	1	1.0	Maîtrise universitaire en Droit (Master)	<i>Non concerné</i>
Auditeur <i>pour le domaine de l'audit comptable et financier</i>	4	4.0	2 Bachelor of science HES-SO en économie d'entreprise 1 Maîtrise universitaire ès Sciences en comptabilité, contrôle et finance 1 Master of Arts in management	2 Réviseurs agréés
Secrétaire de direction	1	0.8	CFC d'employé de commerce	<i>Non concerné</i>
Gestionnaire de dossiers spécialisés	1	0.7	CFC d'employé de commerce	<i>Non concerné</i>
Totaux	20	19.1		6 Experts-réviseurs agréés 3 Réviseurs agréés

3.2 Rapports délivrés durant l'exercice 2022 (01.01.2022 – 31.12.2022)

Au cours de l'exercice concerné, le Contrôle cantonal des finances a délivré **63 rapports (2021 : 73 rapports, 2020 : 75 rapports)**, dont la liste est jointe au présent rapport (cf. annexe 6.2 ci-après).

Il y a lieu de préciser que les différentes participations du CCF à des groupes de travail n'aboutissent pas à la délivrance d'un rapport, mais ont néanmoins occupé le service et ont donc été prévues au programme de travail. De plus, après l'ouverture de certains mandats principaux, des questions spécifiques ont été constatées et ont amené le CCF à les traiter de manière plus particulière.

En fonction du statut de l'entité contrôlée, nous pouvons classer ces rapports de la manière suivante :

Nombre de rapports	Champ de contrôle
35	Services de l'Etat (art. 3.1 b LCCF)
1	Offices judiciaires (art. 3.1 b LCCF)
3	Personnes morales de droit public (art. 3.1 c LCCF)
22	Entités subventionnées (art. 3.1 d LCCF)
2	Comptes annuels (art. 2.2 LCCF)

Les rapports délivrés par le Contrôle cantonal des finances relèvent de plusieurs sources :

- Programme de travail établi par le CCF.
- Report et finalisation des mandats relevant du programme de travail de l'exercice précédent.
- Mandats confiés par le Conseil d'Etat.
- Mandats confiés par les Commissions de surveillance (Commission de gestion et Commission des finances du Grand Conseil), ainsi que par celle chargée de la haute surveillance sur la justice (Commission thématique des affaires juridiques du Grand Conseil).

Parmi les 63 rapports délivrés par le CCF, 28 rapports ont été délivrés sur la base de mandats confiés par le Conseil d'Etat :

Nombre de rapports	Répartition des mandats confiés par le Conseil d'Etat
3	Surveillance de projets (HRC – Hôpital des enfants)
4	Dispositions intercantionales ou fédérales, relations avec les communes
12	Autres mandats
9	Contrôle pour la mise en œuvre, l'octroi et le suivi des dépenses liées au COVID-19

3.3 Recommandations en suspens au 31 décembre 2022

Dans ses rapports, le CCF formule des constats et des recommandations. Il peut assortir ces dernières d'un délai pour les mettre en œuvre.

La situation au 31 décembre 2022 des recommandations ouvertes est la suivante :

Total	Description
119	Recommandations avec délai concernant des audits des services de l'Etat, offices judiciaires, personnes morales de droit public et entités subventionnées.*
21	Recommandations avec délai concernant l'audit annuel des comptes de l'Etat de l'exercice 2021.
6	Recommandations avec délai concernant des audits annuels des comptes de l'Etat d'exercices antérieurs à 2021.
0	Recommandation auprès du Conseil d'Etat en application de l'art. 19 al. 2 LCCF, en raison de l'absence de suite appropriée donnée par les entités contrôlées dans le délai imparti.
146	Recommandations ouvertes avec délai au 31.12.2022 (y compris celles avec des délais ultérieurs).

* Les recommandations émises à l'intention des entités subventionnées ou des personnes morales de droit public ne sont pas assorties de délai de mise en œuvre ; elles font l'objet d'un suivi au travers des services de l'Etat en charge du suivi des subventions ou de la personne morale concernée.

Suivant le nombre et l'importance des recommandations avec délai et sans délai auprès de certains services, le CCF peut demander aux services concernés de lui soumettre un plan d'action, assorti d'un échéancier, qui facilite la mise en œuvre des mesures nécessaires.

3.4 Utilisation des forces de travail

L'activité du CCF est gérée selon les normes professionnelles, dans le cadre desquelles il est notamment prévu que l'auditeur doit planifier le travail d'audit afin que celui-ci soit réalisé de manière efficace.

Dès lors, un indicateur relevant a été sélectionné pour permettre d'appréhender synthétiquement l'activité annuelle du CCF au regard de sa mission.

Heures imputables directement à l'accomplissement de mandats d'audit (Y compris les heures des mandataires, les heures sont arrondies à la centaine)	
Selon les art. 2 al. 2 et 3 al. 1 let. a et b LCCF (comptes annuels, services de l'Etat, offices judiciaires)	17'800 heures
Selon l'art. 3 al. 1 let. c LCCF (personnes morales de droit public) et l'art. 3 al. 1 let. d LCCF (entités subventionnées)	9'100 heures

Heures imputables indirectement à l'accomplissement de mandats d'audit et aux activités spéciales (les heures sont arrondies à la centaine)	
Selon l'art. 2 LCCF ¹⁾	1'800 heures

¹⁾ Dont notamment le suivi de l'assurance qualité sur l'ensemble des processus d'audit afin de répondre aux exigences de l'ASR, d'EXPERTsuisse et de l'ASAI.

3.5 Audits menés avec la participation de mandataires externes

Le CCF peut s'adjoindre, dans le cadre de son budget, des spécialistes lorsqu'un mandat de contrôle nécessite des connaissances particulières ou que ses effectifs en personnel sont temporairement insuffisants (art. 10 LCCF).

Durant l'année écoulée, des mandataires externes ont appuyé l'activité du CCF dans les domaines suivants :

- Appui pour la préparation des séances et le suivi des projets informatiques des comités de pilotage (COFIL) INKASSO et RefA. Ce mandataire participe, comme membre invité, aux séances des COFIL avec un membre de la Direction du CCF.
- Appui pour divers mandats d'audit relatifs à l'audit de systèmes d'information en lien avec la DGF.
- Appui pour un audit de sécurité informatique.
- Appui dans le cadre du mandat d'audit des comptes annuels 2021 de l'Etat de Vaud.
- Appui dans le cadre de l'audit de la Caisse cantonale vaudoise de compensation (CCVD) et du projet iPension.
- Appui dans le cadre de contrôles comptables et financiers d'entités subventionnées.
- Appui dans le cadre de la numérisation du CCF.
- Appui dans le cadre du mandat ECA pour les aspects actuariels.
- Appui dans le cadre des audits de l'Office cantonal AI et des Etablissements hospitaliers du Nord vaudois.

Budget et dépenses effectives

Les charges liées aux mandataires externes du CCF sont enregistrées sous les rubriques 056.3130000170 « *Personnel intérimaire facturé par des tiers* » et 056.3132000000 « *Honoraires conseillers externes, experts, spécialistes* ». Les montants comptabilisés sous la rubrique 056.3130000170 concernent des mandataires qui travaillent pour la réalisation des audits financiers, à la différence de ceux comptabilisés sous la rubrique 056.3132000000 qui concernent des mandataires opérant pour des contrôles spécifiques (informatiques ou autres compétences requises).

Le budget de la rubrique 056.3130000170 prend également en compte les éventuels mandats spéciaux confiés par le Conseil d'Etat, ainsi que les Commissions de surveillance et de haute surveillance sur la justice.

Nous présentons ci-dessous un tableau récapitulatif du budget et des dépenses effectives relatives à ces deux comptes de charges liés aux mandataires externes.

Compte	Budget	Crédit supplémentaire	Dépenses effectives	Report de crédit	Total des charges
N°	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
3130000170	250'000	- 3'600	108'698.90	23'200	131'898.90
3132000000	210'000	--.--	110'598.35	32'300	142'898.35

En regard des montants alloués au budget du service, les dépenses, au titre des deux rubriques, se sont montées à CHF 274'797.25.

Il y a lieu de préciser que dans le total des charges du compte 056.3132000000, figure un montant de CHF 21'500 représentant les honoraires de la Fiduciaire Saugy S.A. pour son travail d'auditeur du CCF pour les comptes du service, de son SCI et de sa gestion.

3.6 Contrôle qualité dans le cadre de l'audit annuel des comptes de l'Etat

Compte tenu de l'agrément du CCF en qualité d'expert-réviseur, son activité en matière d'audit des comptes de l'Etat de Vaud fait l'objet d'un contrôle par un expert-réviseur agréé qui n'a pas participé aux travaux de révision, conformément aux exigences de l'ASR.

Dans la mesure où tous les collaborateurs du CCF qui sont inscrits au registre de l'ASR en qualité d'experts-réviseurs participent à la vérification annuelle des comptes de l'Etat de Vaud, il a été nécessaire de confier la tâche de contrôle précitée à un expert-réviseur agréé externe.

Pour l'audit des comptes annuels 2022 de l'Etat, cet expert-réviseur agréé externe a délivré l'attestation suivante, en date du 4 mai 2023⁵ :

« Sur la base de nos travaux, nous pouvons confirmer que les mesures préconisées par la Norme suisse de contrôle qualité ISQC-CH1 – précédemment NCQ1 – et la Norme ISA-CH 220 – précédemment NAS 220 – ont été mises en place par Monsieur le Chef de service du Contrôle cantonal des finances afin d'assurer un haut niveau qualitatif du travail exécuté lors de la vérification annuelle des comptes 2022 de l'Etat de Vaud ».

3.7 Participation du CCF à divers comités et groupes de travail

Le Contrôle cantonal des finances a participé à divers comités et groupes de travail. Les principaux sont les suivants :

- Comité d'audit du CHUV.
- Comité d'audit de l'UNIL.
- Comité d'audit de la HEP.
- Comités d'audit des trois Hautes écoles cantonales de type HES.
- Comité de coordination et contrôle de l'Unité contrôle, audit et enquête (UCAE).
- Comité de pilotage RefA.
- Comité de pilotage INKASSO.
- Comité de pilotage SIS.
- Groupe de travail DGRH-CCF concernant la motion Jean-Michel Dolivo et consorts intitulée « *Pour une protection efficace des lanceurs d'alerte dans l'administration cantonale vaudoise* » (19_MOT_071).
- Groupe de travail RP.

Sur délégation des Comités d'audit susmentionnés et compte tenu de son expertise en matière d'audit financier, le CCF assume le rôle de « service organisateur » des appels d'offres publics en vue de la désignation, actuellement tous les quatre ans, par le Conseil d'Etat des organes de révision du CHUV, de l'UNIL, de la HEP et des trois Hautes écoles cantonales de type HES (HEIG-VD, ECAL, HESAV).

3.8 Participation du CCF à des groupes professionnels

Conférence suisse des contrôles des finances

Le Chef de service participe à la Conférence suisse des contrôles des finances, organisée chaque année par le Contrôle fédéral des finances (CDF), qui a eu lieu les 23 et 24 août 2022 à Berne. Les thèmes principaux de cette conférence portaient sur l'inventaire des bases légales relatives à la surveillance et au contrôle des finances et sur le périmètre de surveillance, ainsi que sur les infrastructures critiques.

⁵ Les Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH – édition 2022) ont remplacé les Normes suisses d'audit (NAS – édition 2013). De manière générale, les NA-CH sont applicables la première fois aux audits d'états financiers pour les périodes clôturant au 15 décembre 2022.

Le CDF organise aussi des groupes de travail spécialisés. Le CCF participe aux groupes de travail « IT Audit » (audit en matière de technologies de l'information), « Bundessteuern und NFA Daten » (impôts fédéraux et RPT), « Surveillance financière dans le domaine des transports publics » et « Assurances sociales ».

Conférence des Chefs des Contrôles financiers des Cantons latins (CCCFCL)

La CCCFCL a tenu une séance de travail en date du 26 avril 2022, et son assemblée générale a eu lieu le 18 août 2022 avec un séminaire les 18 et 19 août 2022, à Loèche-les-Bains.

De plus, les collaborateurs du CCF ont participé, les 24 et 25 novembre 2022, à un séminaire de formation continue, organisé par la CCCFCL à Lausanne, qui avait pour sujet « *Thèmes d'actualité pour l'auditeur* ». Le CCF était représenté au sein du comité d'organisation, ainsi qu'au sein du groupe technique en charge de l'enseignement.

Association suisse d'audit interne (ASAI)

En sa qualité d'auditeur interne de l'Etat de Vaud (art. 2 al. 3 LCCF), le CCF est membre de l'Association suisse d'audit interne (ASAI – IIA Switzerland).

L'ASAI, comme représentante de l'Institute of Internal Auditors (IIA), est l'organisation professionnelle suisse pour l'audit interne. L'ASAI fournit des services dans le développement du domaine de l'audit interne, ainsi qu'en matière de formation de base et continue. Elle veille à créer un cadre optimal pour l'exercice de la profession de ses membres.

EXPERTsuisse – Association suisse des experts en audit, fiscalité et fiduciaire

Dans la mesure où le CCF assure l'audit annuel des comptes de l'Etat de Vaud (art. 2 al. 2 LCCF) et qu'il a l'agrément d'expert-réviseur auprès de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR), celui-ci, ainsi que la plupart de ses collaborateurs à titre individuel, dont le chef de service, sont membres d'EXPERTsuisse.

EXPERTsuisse a notamment pour but la mise en œuvre efficace de la législation dans le domaine du droit économique, du droit des sociétés, du droit fiscal et des normes internationales, en particulier dans les domaines spécialisés de l'audit, du conseil économique / fiduciaire, de l'établissement des comptes annuels et du conseil fiscal. Cette association encourage la formation théorique et pratique dans les domaines d'activités déterminants de ses membres. Elle veille aussi à l'indépendance de ses membres lors de l'exercice de la profession.

* * * * *

4 Contrôle annuel des comptes et de la gestion du Contrôle cantonal des finances par un expert-réviseur agréé désigné par le Conseil d'Etat

La loi du 12 mars 2013 sur le Contrôle cantonal des finances (LCCF), entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2013, prévoit à l'article 14 :

« ¹Les comptes et la gestion du Contrôle cantonal des finances sont contrôlés chaque année par un auditeur agréé externe désigné par le Conseil d'Etat. Le rapport de cet auditeur est adressé au président du Conseil d'Etat, aux présidents des Commissions de surveillance du Grand Conseil ainsi qu'au chef du Contrôle cantonal des finances. Les conclusions de cet auditeur sont rendues publiques.

²L'auditeur agréé est mandaté pour une durée de deux ans. Son mandat est renouvelable deux fois.

³Les thèmes de l'audit de gestion sont fixés chaque année par le Conseil d'Etat ».

Le Conseil d'Etat a désigné, lors de sa séance du 28 octobre 2020, la Fiduciaire Saugy S.A. à Lausanne, représentée par M. Roger Saul, pour le contrôle des comptes et de la gestion du CCF pour une durée de deux ans (exercices 2020 et 2021). Par décision du 14 septembre 2022, le Conseil d'Etat a désigné une nouvelle fois cette fiduciaire pour les exercices 2022 et 2023. M. Roger Saul est expert-comptable et fiscal diplômé et expert-réviseur agréé par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision ASR (N° d'agrément ASR 101048), ainsi que membre du Comité suisse de l'Association EXPERTsuisse (Association suisse des experts en audit, fiscalité et fiduciaire) à Zürich.

Exercice 2021

Outre un rapport d'audit comptable, dont les conclusions ont été mentionnées dans le rapport annuel d'activité de l'année passée, l'expert-réviseur agréé a délivré le document suivant pour l'exercice 2021 :

- **Rapport d'audit de la gestion de l'exercice 2021 du Contrôle cantonal des finances du Canton de Vaud, daté du 29 juillet 2022**

La conclusion de ce rapport est la suivante :

« Sur la base de nos travaux, nous pouvons confirmer que les mesures préconisées par la NAS 220 et NCQ1 ont été mises en place par le Chef de service du Contrôle cantonal des finances afin d'assurer un haut niveau qualitatif du travail exécuté ».

Exercice 2022

Concernant l'exercice 2022, l'expert-réviseur agréé a délivré à ce jour le document suivant :

- **Rapport de révision des comptes de l'exercice 2022, concernant le Contrôle cantonal des finances du Canton de Vaud (CCF – 056), daté du 14 mars 2023**

Les conclusions de ce rapport sont les suivantes :

« **Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels**

Opinion d'audit

En exécution du mandat d'organe de révision qui nous a été confié par le Conseil d'Etat, dans sa séance du 14 septembre 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints du Contrôle cantonal des finances (CCF – 056), comprenant le bilan au 31 décembre 2022 et le compte de fonctionnement (avec comparaison budgétaire), pour l'exercice clos à cette date.

Selon notre appréciation, les comptes annuels ci-joints sont conformes à la loi sur les finances (LFin) de l'Etat de Vaud.

Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires

Nous attestons de la conformité des dépenses par rapport au budget et de l'utilisation adéquate des crédits supplémentaires et des reports éventuels de crédits.

Conformément à l'art. 16 al. 1 let. e de la loi du 20 septembre 2005 sur les finances (LFin) et des décisions y relatives du Conseil d'Etat (décisions du 12 août 2009 et du 17 novembre 2010, y compris la directive d'exécution N° 22 du Département des finances et des relations extérieures / SAGEFI) ainsi qu'à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne qui atteint le niveau d'exigence 3.

En outre, nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis ».

Le contrôle de la gestion de l'exercice 2022 fera l'objet d'un rapport séparé ultérieur, dont il sera fait état dans le prochain rapport d'activité du CCF.

* * * * *

5 Conclusion

Durant l'exercice 2022, le Contrôle cantonal des finances a été en mesure d'accomplir pleinement sa mission de contrôle de l'utilisation de l'argent public en toute indépendance et d'en informer les autorités cantonales par l'établissement de rapports sur les contrôles effectués.

L'agrément en qualité d'expert-réviseur octroyé par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et les mesures d'assurance qualité qui sous-tendent cet agrément sont les piliers de la confiance que peut avoir le lecteur dans la compréhension du travail du CCF.

Le CCF veille à faire perdurer son haut niveau de professionnalisme, dont la formation et le perfectionnement de ses collaborateurs font partie, dans l'accomplissement de ses missions d'audit.

En conclusion, nous considérons être aptes à relever des défis nouveaux dans un environnement se complexifiant et pouvant être imprévisible, tout en utilisant nos ressources avec efficacité et dans un esprit porteur de plus-value avec les audités dans le cadre légal qui nous régit.

Lausanne, le 9 mai 2023

Contrôle cantonal des finances



Sébastien Chenuz
Chef de service



Philippe Tamborini
Chef de service adjoint

Distribution

1 exemplaire	à Madame la Présidente du Conseil d'Etat
1 exemplaire	à Madame la Cheffe du Département des institutions, du territoire et du sport
1 exemplaire	à Monsieur le Chef du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle
1 exemplaire	à Monsieur le Chef du Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité
1 exemplaire	à Madame la Cheffe du Département de la santé et de l'action sociale
1 exemplaire	à Madame la Cheffe du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine
1 exemplaire	à Madame la Cheffe du Département de la culture, des infrastructures et des ressources humaines
1 exemplaire	à Madame la Cheffe du Département des finances et de l'agriculture
1 exemplaire	à Madame la Présidente du Grand Conseil
1 exemplaire	à Madame la Présidente de la COFIN
1 exemplaire	à Madame la Présidente de la COGES
1 exemplaire	à Madame la Présidente de la Commission thématique des affaires juridiques
1 exemplaire	à Monsieur le Président du Conseil de la magistrature
1 exemplaire	à Madame la Présidente du Tribunal cantonal
1 exemplaire	à Monsieur le Procureur général du Canton de Vaud
1 exemplaire	à la Cour des comptes

* * * * *

6 Annexes

6.1 Présentation du Contrôle cantonal des finances (CCF)

6.1.1. Cadre juridique et institutionnel

Le Contrôle cantonal des finances (CCF) a été créé le 17 décembre 1996, suite à une modification par le Grand Conseil de la loi du 27 novembre 1972 sur les finances. Cette modification légale est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1997. Le CCF a remplacé l'Inspection des finances. En effet, la dégradation de la situation financière de l'Etat à l'époque et la découverte, en février 1995, d'importantes irrégularités dans les comptes de l'Etat ont amené le Conseil d'Etat à réformer profondément la fonction financière cantonale avec notamment la mise en place du CCF. Puis, les attributions et le périmètre de contrôle du CCF ont été repris dans la loi sur les finances du 20 septembre 2005 (LFin), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 166 de la Constitution du Canton de Vaud du 14 avril 2003 (Cst-VD), le Grand Conseil a adopté, en date du 12 mars 2013, la loi sur le Contrôle cantonal des finances (LCCF). Dans le cadre de cette nouvelle loi, la mission et le champ de contrôle du CCF ont été maintenus, dont l'audit annuel des comptes de l'Etat. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2013. Les dispositions de la loi sur les finances concernant le CCF ont été abrogées en conséquence (art. 39 al. 3, 55 à 62).

Le Conseil d'Etat a adopté en date du 8 novembre 2017 un règlement d'application de la loi du 12 mars 2013 sur le Contrôle cantonal des finances (RLCCF). Le règlement du 2 juin 1999 sur le Contrôle cantonal des finances (RCCF) a en conséquence été abrogé.

Le règlement d'application précise et complète les dispositions de la loi en particulier sur la planification et le déroulement des audits. Au surplus, le CCF organise librement son activité selon les principes et normes professionnelles généralement admis en matière d'audit.

Finalement, comme les rapports du CCF ne sont pas publics, un arrêté du Conseil d'Etat du 7 février 2000 en règle la communication auprès des médias et du public (AComCCF).

6.1.2. Mission

Constitution du Canton de Vaud et loi sur le Contrôle cantonal des finances

L'article 166 de la Constitution dispose que :

« ¹ Le Canton de Vaud est doté de plusieurs autorités assurant en toute indépendance la surveillance de l'utilisation de tout argent public, notamment sous l'angle du respect des principes de légalité, d'efficacité, d'économie et d'efficience.

² Ces autorités sont notamment :

- a. la Cour des comptes, en charge du contrôle de performance ;*
- b. un organe chargé du contrôle de conformité.*

³ Les membres de la Cour des comptes sont élus par le Grand Conseil. »

En qualité d'« organe chargé du contrôle de conformité » au sens de l'article 166 al. 2 let. b de la Constitution, le CCF voit sa mission définie à l'article 2 de la loi sur le Contrôle cantonal des finances en les termes suivants :

« ¹ Le Contrôle cantonal des finances est une autorité indépendante qui a pour mission de contrôler l'utilisation de tout argent public en s'assurant notamment du respect des principes de légalité, de régularité et d'efficacité.

² Le Contrôle cantonal des finances assure l'audit annuel des comptes de l'Etat.

³ Le Contrôle cantonal des finances assure l'audit interne de l'Etat, de même que les contrôles comptables, financiers et informatiques des entités soumises à son champ de contrôle. »

Audit annuel des comptes de l'Etat

En application de l'article 11 LCCF, s'agissant de l'audit des comptes de l'Etat, le CCF formule, à l'attention du Grand Conseil, une recommandation d'approbation, avec ou sans réserve, ou de renvoi au Conseil d'Etat.

Cette tâche, relevant du droit public cantonal, s'apparente, par analogie, à un « contrôle ordinaire » au sens des articles 728 et suivants du Code des obligations (CO).

Le CCF produit deux documents au terme de la révision des comptes annuels :

- Le rapport sur l'audit des comptes annuels de l'Etat de Vaud, suivi de notes explicatives permettant au CCF de revenir plus en détail sur des points significatifs mentionnés dans le rapport. Ces notes comprennent également les attestations d'organe de révision sur lesquelles le CCF s'appuie pour émettre son propre rapport. Ce rapport est adressé au Grand Conseil et traite exclusivement des comptes annuels sous l'angle de la légalité et de la régularité. Conformément à l'article 18 LCCF, ce rapport est public.
- Le rapport de recommandations pour l'amélioration des procédures et des contrôles internes. Ce rapport rassemble l'ensemble des recommandations du CCF au terme de ses travaux d'audit. Ces recommandations reposent sur des constats et visent à améliorer les procédures comptables et les systèmes de contrôle interne de l'Administration cantonale. Contrairement au rapport sur l'audit des comptes annuels, ce rapport n'est pas public selon l'article 18 LCCF.

Audit interne

Selon le Cadre de référence international des pratiques professionnelles (CRIPP), l'audit interne se définit comme :

« Une activité indépendante et objective qui donne à une organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer, et contribue à créer de la valeur ajoutée. Il aide cette organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôle, et de gouvernement d'entreprise, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité ».

Programme de travail et mandats spéciaux

En toute autonomie et indépendance le CCF élabore son programme de travail pour chaque exercice débutant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre (art. 8 al. 2 LCCF ; art. 2 al. 2 RLCCF). Il y intègre les mandats spéciaux qui lui sont confiés par le Conseil d'Etat, par les Commissions de surveillance du Grand Conseil, à savoir les Commissions des finances et de gestion, ainsi que par la Commission chargée de la haute surveillance sur la justice (art. 9 al. 1 LCCF)⁶.

Le CCF élabore son programme de travail sur la base d'une analyse des risques. Il prend en compte une vérification par rotation des comptabilités de l'Etat. Il considère également, dans les secteurs bénéficiant de subventions substantielles de l'Etat, les domaines prioritaires ainsi que les établissements présentant une certaine complexité. Le CCF s'assure par une démarche cohérente une revue de secteurs tels que les hautes écoles, les hôpitaux, l'enseignement spécialisé, le domaine des handicapés, les transports, les pôles de développement économique. Le CCF demeure attentif à faire état dans son programme de travail des projets importants intéressant l'Etat en direct ou par le biais de subventions, que cela soit dans le domaine de la construction ou de l'informatique.

Dans ce contexte professionnel, le CCF, par ses rapports et recommandations, attache une importance toute particulière à créer de la plus-value pour les entités auditées, ainsi que pour les services de tutelle s'agissant de contrôles d'entités subventionnées. Il contribue ainsi à une meilleure utilisation de l'argent public et, étant dans un processus d'amélioration permanent, se révèle être un partenaire dans une démarche de développement durable.

⁶ La loi sur le Conseil de la magistrature est entrée en vigueur en date du 1^{er} janvier 2023 (LCMag ; BLV 173.07). L'exercice de la haute surveillance sur la justice pour le Grand Conseil est confié à la Commission thématique des affaires juridiques (art. 59a de la Loi sur le Grand Conseil ; LGC ; BLV 171.01). La LCCF a été adaptée et une mise à jour du RLCCF et de l'AComCCF est en cours.

6.1.3. Indépendance

L'indépendance du CCF est consacrée à l'article 166 de la Constitution du Canton de Vaud et à l'article 2, alinéa 1 LCCF.

Selon l'exposé des motifs du Conseil d'Etat (EMPL) N° 17, de novembre 2012, relatif au projet de LCCF, aux pages 17 et 18 :

« La création d'une base juridique propre à l'activité du CCF a pour but de renforcer et de consacrer son indépendance (...). L'indépendance du CCF vis-à-vis du pouvoir hiérarchique de l'exécutif, du législatif ou du judiciaire figurait déjà dans l'ancien art. 55 al. 4 LFin (...). Cette indépendance se concrétise par exemple, par le fait que le CCF s'organise librement, dans le cadre de la présente loi et de son règlement d'application. Ainsi, son règlement d'organisation est de la seule responsabilité du CCF (...). L'actuel lien administratif avec le département en charge de la présidence (art. 56 al. 2 LFin) doit être supprimé pour confirmer l'indépendance des organes de contrôle (...). »

Ainsi, l'indépendance du CCF au sein des institutions du canton est garantie par le fait que son existence est ancrée dans la loi, qu'il dispose de son propre règlement, qu'il élabore lui-même son programme de travail et que ses comptes et sa gestion, soit son activité métier, sont contrôlés chaque année par un « auditeur agréé externe » désigné par le Conseil d'Etat (art. 14 LCCF), à savoir actuellement un expert-réviseur agréé inscrit au registre de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR).

De plus, la mention, dans la loi, que le CCF est dirigé par un expert-réviseur agréé (art. 7 al. 1 LCCF), impose au Conseil d'Etat de désigner à cette fonction une personne dont les qualifications professionnelles en audit sont attestées et reconnues. Cette exigence qualitative liée à cette fonction dirigeante contribue à l'indépendance du CCF. Actuellement, le chef de service est titulaire du diplôme d'expert-comptable et bénéficie de l'agrément en qualité d'expert-réviseur avec inscription au registre de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR N° 106213).

Le fait que le CCF lui-même soit au bénéfice de l'agrément en qualité d'expert-réviseur avec inscription au registre de l'ASR, N° 502448, contribue à préciser les contours de son indépendance.

Finalement, en matière d'indépendance, il est indiqué à l'article 4, alinéa 2 LCCF, que le CCF ne doit pas être chargé de l'exécution de tâches publiques ou privées. A cet égard, il est précisé que le CCF peut assumer un rôle d'expert auprès des entités qui font partie de son champ de contrôle mais il ne peut en aucun cas être lié de près à la mise en œuvre de leurs décisions et à leurs activités (EMPL N° 17, nov. 2012, p. 18).

6.1.4. Principes de contrôle, normes professionnelles et déontologie

Le CCF exerce sa mission dans le respect des principes énoncés dans la LCCF ainsi que selon les principes et normes professionnelles généralement admis en matière d'audit (art. 8 al. 1 LCCF).

L'application par le CCF des principes légaux et des normes professionnelles en matière d'audit contribue à lui permettre d'agir et d'exprimer une opinion d'audit en toute indépendance et de satisfaire au contrôle de qualité exigé par l'ASR.

Principes de contrôle

Il ressort de l'article 2, alinéa 2 LCCF que le CCF exerce sa mission en s'assurant notamment du respect des principes de légalité, de régularité et d'efficacité. Ces principes de contrôle figuraient déjà dans l'ancien article 55a LFin. A cet égard, l'on peut raisonnablement se référer à leur définition se trouvant dans l'exposé des motifs et projet de loi sur les finances (EMPL), N° 202, de septembre 2004, aux pages 40 et 41 :

- **Légalité** : Toute dépense et toute recette doivent être fondées sur une base légale. En outre, toute décision s'y rapportant doit respecter la procédure fixée par la loi.
- **Régularité** : Les critères de régularité peuvent être conçus comme un système reconnu de règles diverses, appelées à guider le flux des informations dans les différents domaines de la comptabilité et à garantir la qualité souhaitée de l'information dans son authenticité, sa clarté et sa présentation en temps voulu.

La régularité dans la tenue de la comptabilité doit être assurée par un système de contrôle interne (SCI) correspondant au genre et à l'importance du service ou de l'office.

- **Efficacité** : Le principe de l'efficacité traduit quant à lui l'aptitude à atteindre l'objectif visé.

Normes professionnelles

Concernant les principes et normes professionnelles généralement admis en matière d'audit, il s'agit des **Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH)**⁷ et du **Manuel suisse d'audit (MSA)** d'EXPERTsuisse, ainsi que des **normes et concepts du Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'audit interne (CRIPP)** de l'Institute of Internal Auditors (IIA) auxquels se réfère l'Association suisse d'audit interne (ASAI).

Dans le cadre de l'audit dans des domaines spécialisés (informatique, construction, juridique), les normes professionnelles, méthodes et bonnes pratiques propres à ces secteurs sont appliquées (p.ex. la **Norme ISO 27001** pour l'audit de sécurité informatique et les **Normes SIA** pour l'audit en matière de construction).

A cette liste s'ajoutent les ordonnances et circulaires de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR), dans la mesure où le CCF est inscrit au registre de cette autorité en qualité d'expert-réviseur, ainsi que les directives internes du CCF en matière d'audit.

Les standards professionnels précités font constamment l'objet d'évolutions que le CCF suit attentivement et intègre dans son activité, notamment au travers d'un **Manuel d'assurance-qualité** et d'**Instructions d'audit**.

Déontologie

En matière de déontologie, la Direction du CCF a édicté, en février 2009, une directive interne au titre de « **Code de déontologie** » du service, dont chaque collaborateur a reçu, pris connaissance et signé un exemplaire. Ce code de déontologie prend pour référence les règles de déontologie qui sont en relation avec les normes professionnelles précitées, en tenant compte du cadre fixé par la loi du 12 novembre 2001 sur le personnel de l'Etat de Vaud (LPers-VD).

6.1.5. Champ de contrôle

En application de l'article 3 LCCF, sont soumises au Contrôle cantonal des finances :

- la comptabilité générale de l'Etat ;*
- la comptabilité des départements et du Tribunal cantonal, ainsi que des services et offices qui leur sont rattachés ;*
- le Ministère public et les entités qui lui sont rattachées*⁸ ;
- les personnes morales de droit public ;*
- les personnes physiques ou morales auxquelles l'Etat accorde, directement ou indirectement, une subvention au sens des articles 7 et 12 de la loi sur les subventions ou une autre contribution au sens de l'article 8, alinéa 1, lettres a, c, d, f, g de la loi sur les subventions.*

6.1.6. Procédure et délivrance des rapports d'audit

Procédure d'audit

Chaque contrôle débute et s'achève par un entretien avec le responsable de l'entité contrôlée. A l'issue des travaux d'audit, un projet de rapport, pouvant contenir des recommandations, est mis en consultation auprès dudit responsable. Ce dernier dispose en principe d'un délai de 21 jours pour effectuer ses remarques.

⁷ Les Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH – édition 2022) ont remplacé les Normes suisses d'audit (NAS – édition 2013). De manière générale, les NA-CH sont applicables la première fois aux audits d'états financiers pour les périodes clôturant au 15 décembre 2022.

⁸ Le Ministère public est désormais expressément cité dans cette disposition, car il n'est plus l'une des entités rattachées au Conseil d'Etat, depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023, de la loi sur le Conseil de la magistrature et des modifications législatives liées, dont la modification de la loi sur le Ministère public.

Intégrant les remarques de l'entité contrôlée, le rapport est transmis en version finale aux destinataires prévus aux articles 17 LCCF et 10 RLCCF, à savoir au président de la Commission de gestion, au président de la Commission des finances, au responsable de l'entité contrôlée, au chef du département concerné, au chef du département en charge des finances, au président du Conseil d'Etat et à la Cour des comptes. Si le rapport concerne le Tribunal cantonal ou les tribunaux et autres offices qui lui sont rattachés ou le Ministère public, il est transmis également à la Commission chargée de la haute surveillance sur la justice, au Conseil de la magistrature, ainsi qu'au président du Tribunal cantonal, respectivement au Procureur général.

Si le CCF découvre ou soupçonne une irrégularité à caractère pénal, il en informe immédiatement le Conseil d'Etat, ainsi que le président du Tribunal cantonal, respectivement le Procureur général lorsqu'il est concerné, afin que toutes mesures utiles soient prises. Le Conseil d'Etat rend un avis sur la question de la poursuite de l'audit (art. 15 al. 2 LCCF).

Communication publique des rapports d'audit

La communication publique des rapports du CCF est traitée dans un arrêté du Conseil d'Etat du 7 février 2000 (AComCCF). La décision de diffuser auprès des médias et du public en tout ou partie un rapport du CCF appartient au Conseil d'Etat, en coordination avec les commissions de surveillance du Grand Conseil ; à défaut, ceux-ci ne sont pas publics (art. 18 LCCF).

Suivi des recommandations

Le CCF assure le suivi des recommandations adressées aux entités dans le cadre des rapports émis et pour lesquelles il a fixé un délai pour répondre (art. 19 al. 1 LCCF). Il informe trimestriellement le Conseil d'Etat et les présidents des Commissions de surveillance du Grand Conseil des recommandations restées en suspens, ainsi que la Commission chargée de la haute surveillance sur la justice et le Conseil de la magistrature des recommandations en suspens concernant le Tribunal cantonal, respectivement le Ministère public (art. 19 al. 3 LCCF).

Il arrive que des recommandations ne soient pas réglées dans le délai fixé par le CCF, parfois malgré des prolongations de délais accordées. Dans cette situation, la loi prévoit que le CCF soumet le cas, accompagné d'une proposition de mesures, au Conseil d'Etat, respectivement au Tribunal cantonal pour les entités appartenant à l'Ordre judiciaire ou au Ministère public pour les entités qui lui sont rattachées (art. 19 al. 2 LCCF).

Logiciel d'audit Amapro

Pour la gestion des missions d'audit, le CCF utilise un logiciel de suivi des missions d'audit dénommé « Amapro ». L'usage d'un logiciel d'audit apporte une aide à la gestion et à la décision et permet une simplification administrative avec les différents tableaux et outils de suivi qui sont intégrés en son sein avec des données mises à jour en continu.

Coordination entre le CCF et la Cour des comptes

La Direction du CCF se réunit avec les membres de la Cour des comptes, afin de coordonner les travaux respectifs, deux fois par an au moins (art. 8 al. 3 LCCF et 20 al. 3 LCComptes). Les réunions de coordination ont lieu conformément aux dispositions légales en la matière.

6.1.7. Domaines d'activité d'audit, organisation et pluridisciplinarité

La complexité des mandats d'audit et les attentes des destinataires des rapports du CCF en termes de qualité et de plus-value, ainsi que l'accroissement et le développement des normes financières, comptables et d'audit relevant tant du droit public (LFin, LSubv, LPECPM, LSR) que du droit ou d'organismes privés (CO, Swiss GAAP RPC, IFRS, IPSAS, NAS, MSA, Normes IIA), nécessitent un fort besoin de compétences techniques de haut niveau (révision, comptabilité, droit, finances publiques, informatique, construction), d'encadrement, de suivi et de formation continue des collaborateurs.

Dans ce contexte, de nombreuses missions d'audit nécessitent de réunir et de coordonner des auditeurs possédant des connaissances et des compétences dans des disciplines complémentaires (finance, comptabilité, informatique, sécurité informatique, construction, juridique) et de procéder à la synthèse de ces savoirs.

La mission et les attributions légales du CCF se concrétisent de manière générale selon les domaines d'activité d'audit ci-après. Concernant les ressources humaines, il est renvoyé au chiffre 3.1 ci-dessus.

Audit comptable et financier

L'audit en matière de comptabilité et de finances porte pour l'essentiel sur la régularité et la conformité des comptes, ainsi que sur la légalité des dépenses. Il s'agit de l'activité principale du CCF qui comprend l'audit annuel des comptes de l'Etat.

En termes de régularité comptable, il s'agit de s'assurer que l'organisation et les processus de tenue de la comptabilité et d'établissement des comptes sont adéquats. Cet examen conduit à une analyse et des recommandations relatives aux procédures financières clés telles que les salaires, les achats, la facturation ou encore l'octroi de subventions ou d'aides individuelles. Il s'agit également d'appréhender le processus d'établissement des comptes et notamment le respect des principes définis dans la loi sur les finances (LFin).

L'examen de la légalité des dépenses consiste à s'assurer que ces dernières ont été engagées conformément aux lois cadres (loi sur les finances, loi sur les subventions) et aux lois spécifiques, respectent les budgets octroyés aux services et ont été validées par les personnes autorisées.

Les contrôles s'opèrent sous l'angle de la procédure et du système de contrôle interne (SCI) y afférents et sont complétés par des validations sur un échantillon représentatif de dossiers ou d'occurrences.

Les contrôles auprès des entités subventionnées se traduisent par un examen des comptes essentiellement sous l'angle de l'utilisation conforme de la subvention. Il s'agit notamment de vérifier le respect des principes définis dans la loi sur les subventions (LSubv) ou dans les lois spéciales régissant l'activité de ces entités.

Pour mener à bien sa mission, ce secteur d'activité bénéficie de compétences spécialisées en matière informatique, sécurité informatique, construction et juridique (voir ci-dessous).

Audit et support informatique / Audit de la sécurité informatique

L'activité d'audit en matière informatique consiste essentiellement en des contrôles des applications informatiques utilisées au sein des entités soumises au contrôle du CCF, sous l'angle notamment du respect des cahiers des charges établis, des budgets définis et de la sécurité informatique. L'audit informatique s'appuie sur des référentiels reconnus tels que COBIT et sur les normes ISO.

Les audits informatiques peuvent également porter sur la conduite des projets informatiques, sur la qualité d'une application (adéquation par rapport au besoin), la sécurité d'une application (disponibilité, intégrité, confidentialité, traçabilité) et sur l'analyse des données (recherche d'erreur ou de fraude). L'audit informatique intervient également dans l'évaluation du système de contrôle interne (SCI), essentiellement dans l'analyse des contrôles intégrés aux processus automatisés.

Ce secteur d'activité assure aussi un support informatique ponctuel aux autres auditeurs du CCF.

En matière d'audit de la sécurité informatique, les audits portent sur la conformité aux normes et aux meilleures pratiques de la gestion de la sécurité et de la continuité d'activité des systèmes d'information, l'efficacité des mesures de sécurité opérationnelles mises en œuvre par l'exploitation informatique et des télécommunications, ainsi que sur la sécurité et la fiabilité des infrastructures physiques utilisées pour héberger les équipements informatiques et assurer leur fonctionnement.

Audit des constructions

L'audit des constructions présente un caractère d'importance étant donné le volume des investissements annuels périodiques consentis par le secteur public. Ce secteur d'activité procède selon les normes professionnelles et bonnes pratiques de l'audit interne et de la Société suisse des ingénieurs et architectes (SIA), voire selon le droit de la construction. Les étapes détaillées des vérifications dans ce domaine sont décrites dans le « Manuel checklist – Audit de la construction » qui a été élaboré par un groupe de travail constitué de spécialistes des constructions de collectivités et entreprises publiques suisses.

Selon leur mission d'audit, l'activité de ce secteur peut consister en une analyse technique, qui peut être complétée par des travaux d'ordre comptable ou juridique de la part des spécialistes, dans toutes les branches du domaine de la construction. Ils peuvent couvrir, entre autres, des thèmes comme la construction de routes, d'infrastructures de transport public, d'aménagement du territoire, de bâtiments administratifs, hospitaliers, scolaires, l'aménagement des eaux, ainsi que les équipements et aménagements de bâtiments. En outre, lors de certains audits et en regard du risque d'image pour l'Etat, est abordée la thématique de la sécurité des personnes, des biens et des infrastructures. Certains audits sont conduits conjointement avec d'autres spécialistes du CCF afin de mettre en valeur les complémentarités de compétences au sein du service.

Les constructions subventionnées par le canton entrent également dans le champ de contrôle du CCF. Les vérifications peuvent être effectuées à n'importe quel stade de développement d'un projet, depuis les études préliminaires jusqu'à l'exploitation et l'entretien des constructions achevées.

Audit et appui juridique

L'activité d'audit en matière juridique comprend l'examen de la conformité des activités aux lois, règlements, directives et autres prescriptions, ainsi que la légalité des dépenses. Entrent aussi dans ce secteur d'activité, l'examen de la mise en œuvre d'une loi, ainsi que l'audit des contrats et partenariats. Cette activité d'audit est conduite conformément au droit applicable et à la logique juridique, ainsi qu'aux principes et normes professionnelles de l'audit. Elle contribue entre autres à l'amélioration du système de contrôle interne (SCI) et de la gouvernance des entités contrôlées. Lors des audits, les litiges et prétentions juridiques peuvent être examinés.

Ce secteur d'activité traite aussi les affaires juridiques pour la Direction du service et donne des avis juridiques aux auditeurs engagés dans des audits comptables et financiers, informatiques, sécurité informatique ou de construction, selon une procédure de consultation fondée sur la Norme suisse de contrôle qualité (ISQC-CH 1) d'EXPERTsuisse.

6.1.8. Agrément du CCF en qualité d'expert-réviseur auprès de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

Contexte général

Le droit fédéral de la révision comporte deux volets :

- Les dispositions concernant le devoir de révision et les organes de révision dans le Code des obligations (CO) et le Code civil suisse (CC).
- La loi fédérale sur l'agrément et la surveillance de la révision (LSR). Cette loi règle l'agrément des personnes physiques et des entreprises qui fournissent des prestations en matière de révision. Elle est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2007.

La mise en œuvre de la LSR a été confiée à l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR). Cette autorité est entrée en fonction le 1^{er} septembre 2007.

Il résulte de ces dispositions légales que toutes les personnes physiques ou morales qui, en vertu du droit fédéral, fournissent des prestations en matière de révision doivent être agréées par l'ASR.

Il existe trois formes d'agrément :

- *Les experts-réviseurs* : ils sont habilités à effectuer des contrôles ordinaires et restreints.
- *Les réviseurs* : ils sont habilités à effectuer uniquement des contrôles restreints.

- *Les entreprises de révision soumises à la surveillance de l'Etat* : elles sont habilitées à effectuer des contrôles ordinaires des comptes des sociétés ouvertes au public.

Les deux premières formes d'agrément sont ouvertes aussi bien aux personnes physiques que morales. En revanche, la troisième forme est exclusivement réservée aux entreprises de révision.

L'agrément des personnes physiques présuppose une formation spécialisée, une formation continue et une pratique professionnelle adéquates, ainsi qu'une réputation irréprochable (art. 4 et 5 LSR).

Les entreprises de révision sont agréées pour une durée de cinq ans, renouvelable, et les personnes physiques pour une durée indéterminée (avec un devoir de communication à l'ASR de toute modification de faits inscrits au registre ; art. 15 al. 3 LSR).

Agrément du CCF en qualité d'expert-réviseur et renouvellement

Selon l'article 6, alinéa 2 LSR, les contrôles des finances des pouvoirs publics sont admis en tant qu'entreprises de révision à la condition qu'ils remplissent les exigences y relatives.

Compte tenu de sa mission d'assurer l'audit annuel des comptes de l'Etat, vers la fin de l'année 2007, le CCF a entrepris les démarches nécessaires afin d'obtenir l'agrément en qualité d'expert-réviseur, dont notamment son inscription au Registre du commerce en date du 14 novembre 2007 (CHE-113.927.757).

La demande d'agrément du CCF a été admise provisoirement le 23 janvier 2008, puis définitivement le 5 février 2010 avec inscription au registre des réviseurs en qualité d'expert-réviseur sous le numéro 502448 (cette procédure d'agrément en deux étapes était prévue à titre transitoire dans le droit fédéral, afin notamment de permettre à l'ASR de gérer le nombre de demandes d'agrément). L'agrément a été renouvelé en 2015 et en 2020, et ceci jusqu'au 5 février 2025.

Les collaborateurs du domaine de l'audit comptable et financier qui répondent aux conditions légales de l'agrément en qualité soit d'expert-réviseur soit de réviseur sont inscrits auprès de l'ASR (cf. chapitre 3.1 « *Ressources humaines* »). Les collaborateurs des domaines spécialisés de l'audit interne (informatique, sécurité informatique, construction, juridique) ne sont pas concernés par l'agrément.

Cette démarche a pour effet de garantir non seulement un haut niveau de professionnalisme en matière d'audit des comptes de l'Etat et d'audit interne, mais permet aussi au CCF d'être agréé comme les fiduciaires mandatées par le Conseil d'Etat pour l'audit des comptes du CHUV, de l'UNIL, de la HEP et des Hautes écoles vaudoises de type HES.

Une telle démarche a également été conduite par les autres contrôles des finances des cantons latins.

6.1.9. Contrôle qualité dans l'audit et la gestion du service

Normes suisses d'audit, Normes de l'audit interne, Manuel d'assurance-qualité

En matière de contrôle qualité dans l'audit, le CCF applique les Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH, édition 2022), en particulier la Norme suisse de contrôle qualité (ISQC-CH 1) « *Contrôle qualité des cabinets réalisant des missions d'audit et des reviews des états financiers ainsi que d'autres missions d'assurance et de services connexes* », ainsi que les Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne, en particulier les normes 1300⁹.

En outre, la Direction du CCF a réuni les directives internes du CCF sous la forme d'un Manuel d'assurance-qualité, qui comprend notamment une « *Directive interne sur le système de contrôle qualité du Contrôle cantonal des finances* », afin d'optimiser leur usage par les collaborateurs.

⁹ Les Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH – édition 2022) ont remplacé les Normes suisses d'audit (NAS – édition 2013). De manière générale, les NA-CH sont applicables la première fois aux audits d'états financiers pour les périodes clôturant au 15 décembre 2022.

Contrôle qualité dans le cadre de l'audit annuel des comptes de l'Etat

Compte tenu de l'agrément du CCF en qualité d'expert-réviseur auprès de l'ASR, son activité en matière d'audit des comptes de l'Etat de Vaud fait l'objet d'un contrôle annuel par un expert-réviseur agréé qui n'a pas participé aux travaux de révision, conformément aux exigences de l'ASR.

Système de contrôle interne (SCI) du CCF

Par décisions, respectivement du 12 août 2009 et du 17 novembre 2010, le Conseil d'Etat a adopté des principes pour la mise en œuvre du SCI financier, selon l'article 16, alinéa 1, lettre e LFin, au sein des services de l'Etat de Vaud.

Le CCF a été certifié pour la première fois le 10 janvier 2011.

Par ailleurs, l'« auditeur agréé externe » désigné par le Conseil d'Etat, à savoir un expert-réviseur agréé ASR atteste annuellement le SCI.

* * * * *

6.2 Rapports délivrés entre le 01.01.2022 et le 31.12.2022

La communication publique des rapports du CCF est traitée dans un arrêté du Conseil d'Etat du 7 février 2000 (AComCCF ; BLV 614.11.1.1). La décision de diffuser auprès des médias et du public en tout ou partie un rapport du CCF appartient au Conseil d'Etat. La liste ci-après se limite donc à des éléments d'ordre formel en lien avec les rapports délivrés.

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Janvier	2021/906	DIRH	DGNSI	Attestation du SCI de la DGNSI	Direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNSI) – Attestation du système de contrôle interne (SCI)
Janvier	2021/713	DFIRE	SAGEFI	Contrôle de la mise en œuvre, de l'octroi et du suivi des dépenses liées au COVID-19 (Etat au 30 septembre 2021)	Service d'analyse et de gestion financières (SAGEFI) – Contrôle de la mise en œuvre, de l'octroi et du suivi des dépenses liées au COVID-19 – Etat au 30 septembre 2021
Février	2021/412	DSAS	DGCS	Examen des frais d'administration de la CCAVS	Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS – Examen des frais d'administration pour la période allant de l'année 2016 à l'année 2021 (janvier-septembre)
Février	2021/411	DSAS	DGCS	Projet iPension de la CCVD	Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS – Audit du projet informatique « iPension » à la Caisse de compensation AVS de 2016 à septembre 2021
Février	2021/512	DEIS	SPEI	Examen des cas de rigueur	Service de la promotion de l'économie et de l'innovation (SPEI) – Examen des aides pour les cas de rigueur – Rapport N° 2

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Février	2021/253	DFJC	SERAC	SERAC – Contrôle de la reprise des soldes de la Fondation Plateforme 10	Service des affaires culturelles (SERAC) – Attestation relative à la reprise de la balance comptable de la Fondation Plateforme 10 au 1 ^{er} janvier 2021
Février	2021/954	DSAS	SG-DSAS	Attestation du SCI du SG-DSAS	Secrétariat général du Département de la santé et de l'action sociale (SG-DSAS) – Attestation du système de contrôle interne (SCI)
Février	2021/607	DIRH	SG-DIRH	Rapport au service de tutelle – FAJE – Contrôle de l'utilisation des subventions	Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) – Examen du respect des décisions d'octroi et suivi de l'utilisation conforme des subventions – Rapport à destination du Service de tutelle – Secrétariat général du Département des infrastructures et des ressources humaines (SG-DIRH)
Mars	2021/212	DFJC	SERAC	Contrôle de l'Association Numerik Games	Association Numerik Games – Examen du respect des décisions d'octroi et suivi de l'utilisation conforme des subventions
Mars	2021/102	DIT	DGAIC	Eglise évangélique réformée du canton de Vaud – Contrôle de l'utilisation des subventions	Eglise évangélique réformée du canton de Vaud (EERV) – Examen du respect des décisions d'octroi et suivi de l'utilisation conforme des subventions – Exercice 2020

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Mars	2021/502	DEIS	DGAV	Vérification des comptes du Fonds d'investissement rural et agricole (exercices 2017-2018-2019-2020)	Fonds d'investissements agricoles (FIA) et Fonds d'investissement rural (FIR) – Vérification des comptes et du système de contrôle interne pour les exercices 2017-2018-2019-2020
Mars	2022/205	DFJC	SERAC	SERAC – Contrôle intérim comptes 2021	Service des affaires culturelles (SERAC) – Contrôle intermédiaire des comptes 2021
Mars	2021/S01	DSAS	DGCS	Sécurité du SI et des processus métiers de SAMOA	Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) – Audit des paramètres légaux et du moteur de calcul de l'application de gestion des subsides à l'assurance-maladie obligatoire (SAMOA) relatifs à l'année 2020
Mars	2022/311	DES	POLCANT	Académie de police de Savatan	Police cantonale vaudoise (PolCant) – Examen de certaines règles de gestion en matière de contrats et conventions à l'Académie de police de Savatan – Rapport intermédiaire
Mars	2021/312	DES	SSCM	ORPC Jura-Nord vaudois	Organisation régionale de Protection civile (ORPC) du district du Jura-Nord vaudois – Examen des comptes de l'exercice 2020 et de l'utilisation conforme des subventions

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Avril	2021/311	DES	SSCM	ORPC Lavaux-Oron	Organisation régionale de Protection civile (ORPC) du district de Lavaux-Oron – Examen des comptes de l'exercice 2020 et de l'utilisation conforme des subventions
Avril	2022/432	DSAS	HC	Contrôle de la construction de l'Hôpital des enfants – situation à fin octobre 2021	Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) – Contrôle de la construction de l'Hôpital des enfants – Examen du rapport N° 18 (période de mai 2021 à octobre 2021), de la Direction des constructions, ingénierie, technique et sécurité
Avril	2021/204	DFJC	DGES	Contrôle d'un établissement subventionné – EESP	Fondation Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL) – Examen du respect des décisions d'octroi et de suivi de l'utilisation conforme des subventions – Exercice 2020
Mai	2022/900/1	Transversal	Certification	Travaux relatifs à l'audit annuel des comptes de bilan et de fonctionnement pour l'exercice 2021	Révision des comptes annuels de l'Etat de Vaud pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021 – Rapport de recommandations pour l'amélioration des procédures et des contrôles internes
Mai	2022/900	Transversal	Certification	Travaux relatifs à l'audit annuel des comptes de bilan et de fonctionnement	Rapport du Contrôle cantonal des finances sur l'audit des comptes annuels de l'Etat de Vaud pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Mai	2021/608	DIRH	DGMR	Examen de l'état des dépenses et projet trimestriel tl-leb au 30.09.2021 – Contrôle auprès des tl	Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher SA (LEB) – Construction du tunnel sous l'Avenue d'Echallens – Examen des situations aux 30 juin 2021 et 30 septembre 2021
Juin	2022/711	DFIRE	SAGEFI	SAGEFI – Contrôle des dépenses liées au COVID-19 (Etat au 31.12.2021)	SAGEFI – Contrôle des dépenses liées au COVID-19 (Etat au 31.12.2021)
Juin	2021/431	DSAS	DGS	Hôpital Riviera-Chablais – Mandat spécial de contrôle des travaux de réalisation du nouvel hôpital – 2 ^{ème} semestre 2021	Hôpital Riviera-Chablais Vaud-Valais – Contrôle des travaux de transformations lourdes des sites de Monthey et Vevey Samaritain – Examen du rapport de la Commission de construction relatif au second semestre 2021
Juin	2021/903	DSAS	DGCS	Contrôle de l'application continue du SCI d'un service	Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) – Attestation du système de contrôle interne (SCI) – Partie 1 – Pôle handicap (PHAND) – Office vaudois de l'assurance-maladie (OVAM)
Juin	2021/955	DEIS	SEPS	SCI SEPS	Service de l'éducation physique et du sport (SEPS) – Attestation du système de contrôle interne (SCI)

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Juin	2022/706	DFIRE	DGF	DGF – Contrôle des procédures relatives à la transmission des données en lien avec la RPT-PM (année fiscale 2019)	Direction générale de la fiscalité (DGF) – Administration cantonale des impôts (ACI) – Examen du processus de préparation des données RPT des personnes morales – Année fiscale 2019
Juin	2022/707	DFIRE	DGF	DGF – Contrôle des procédures relatives à la transmission des données en lien avec la RPT-PP et IS (année fiscale 2019)	Direction générale de la fiscalité (DGF) – Administration cantonale des impôts (ACI) – Examen du processus de préparation des données RPT des personnes physiques – Année fiscale 2019
Juin	2022/702	DFIRE	DGF	DGF – Vérification des paramètres fiscaux 2022	Direction générale de la fiscalité (DGF) – Administration cantonale des impôts (ACI) – Revue des paramètres fiscaux 2022
Juillet	2021/957	DFA	DGAV	DGAV – Certification de l'existence du SCI	Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) – Attestation du système de contrôle interne (SCI)
Juillet	2022/529	DFA	DGAV	Contrôle des comptes de la Caisse d'assurance du bétail (exercice 2021)	Caisse d'assurance du bétail – Rapport sur la vérification des comptes de l'exercice 2021
Juillet	2022/703	DFA	DGF	DGF – Contrôle de l'IFD selon l'art. 104a LIFD	Direction générale de la fiscalité (DGF) – Administration cantonale des impôts (ACI) – Application de l'article 104a alinéa 1 de la Loi sur l'impôt fédéral direct (LIFD) – Exercice 2021

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Juillet	2022/705	DFA	DGF	DGF – Examen de l'émission des acomptes PP (année d'imposition 2022)	Direction générale de la fiscalité (DGF) – Examen de l'émission des acomptes des personnes physiques pour l'année d'imposition 2022
Juillet	2022/100	DITS	DGAIC	Contrôle de la péréquation intercommunale 2021	Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC) – Audit de la péréquation intercommunale 2021
Juillet	2020/751	DEIEP	DGIP	Examen des travaux MCBA – Plateforme 10 (suite)	Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP) – Examen des objets d'investissement de PLATEFORME 10 et des crédits d'études liés, situation au 31 décembre 2021
Juillet	2022/427	DSAS	SG-DSAS	Contrôle annuel de la facture sociale adressée aux communes (exercice 2021) – Rapport complémentaire	Secrétariat général du DSAS (SG-DSAS) – Rapport complémentaire pour l'amélioration des procédures en relation avec la participation à la cohésion sociale
Juillet	2022/428	DSAS	SG-DSAS	Contrôle annuel de la facture sociale adressée aux communes (exercice 2021)	Participation à la cohésion sociale 2021 – Examen de la conformité de la participation à la cohésion sociale
Août	2022/412	DSAS	DGCS	EMS Les Baumettes – Contrôle des aides COVID	Fondation « Les Baumettes » – Contrôle des indemnités COVID-19
Août	2022/312	DJES	POLCANT	PolCant – Académie de Police de Savatan II	Police cantonale vaudoise (PolCant) – Examen des règles de gestion en matière de contrats et conventions à l'Académie de police de Savatan – Rapport final

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Août	2022/605	DCIRH	DGMR	DGMR – Examen de l'état d'avancement des projets m2-m3	Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) – Développement des métros automatiques m2/m3 – Examen du rapport d'avancement N° 1 – Situation au 2 ^{ème} semestre 2021
Août	2022/602	DCIRH	DGMR	DGMR – Examen des comptes d'une entreprise de transports (MBC) – Suivi des recommandations	Transports de la région Morges-Bière-Cossonay SA (MBC) – Suivi des recommandations émises dans le cadre de notre rapport d'examen des comptes 2018
Août	2021/910	DSAS	DGCS	Examen de la réalisation effective et permanente des mesures de suivi de recommandations émises	Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) – Suivi de nos recommandations dans le cadre du flux des dépenses – Exercice 2021
Août	2022/429	DSAS	DGS	Contrôle annuel des comptes du programme pluriannuel intercantonal relatif à la prévention et la lutte contre la dépendance au jeu	GREA – Groupement Romand d'Etudes des Addictions – Rapport sur le contrôle des comptes 2021 du programme pluriannuel intercantonal relatif à la prévention et à la lutte contre la dépendance au jeu
Septembre	2022/201	DJES	DGEJ	Contrôle des comptes de la Fondation Jeunesse et Famille (FJF)	Fondation Jeunesse et Familles – Examen du respect des décisions d'octroi et suivi de l'utilisation conforme des subventions

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Septembre	2021/606	DCIRH	DGMR	DGMR – Tramway t1	Transports publics de la région lausannoise SA (tl) – Réalisation de la première étape du tramway t1 entre Lausanne (Flon) et Renens (Gare) – Examen du rapport d'avancement technique et financier N° 14 relatif au 1 ^{er} trimestre 2022
Septembre	2021/S02	DCIRH	DGNSI	Sécurité du SI ProConcept (DSAS-DFJC)	Direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNSI) – Audit de la sécurité et de la gestion des accès à l'application comptable ProConcept DSAS-DEF
Septembre	2022/404	DSAS	DGS	Contrôle d'une entité subventionnée : Fedevaco	Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco) – Examen du respect des décisions d'octroi et suivi de l'utilisation conforme des subventions
Septembre	2022/426	DSAS	DGCS	Contrôle annuel des comptes de l'Organe cantonal de contrôle d'assurance-maladie et accidents – OVAM (exercice 2021)	Office vaudois de l'assurance-maladie (OVAM) – Rapport concernant le décompte relatif aux subsides versés par le Canton de Vaud pour la réduction des primes dans l'assurance-maladie en 2021
Octobre	2022/604	DCIRH	DGNSI	DGNSI – Examen de la gestion des contrats avec des tiers	Direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNSI) – Examen de la gestion des contrats avec des tiers

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Octobre	2022/801	OJV	OJV	Examen des procédures relatives aux ventes aux enchères	Office des faillites de l'arrondissement de Lausanne – Examen des procédures relatives aux ventes aux enchères
Octobre	2022/526	DEIEP	SPOP	Contrôle annuel des comptes de la Fondation romande de détention (exercice 2021)	Fondation romande de détention LMC – Contrôle des comptes de l'exercice 2021
Octobre	2022/954	DITS	DGAIC	Attestation du système de contrôle interne (SCI) de la DGAIC	Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC) – Attestation du système de contrôle interne (SCI)
Novembre	2022/211	DCIRH	SERAC	Contrôle des aides COVID CULT	Fondation Barnabé – Examen de l'octroi et de l'utilisation des indemnités COVID-19 dans le domaine de la culture
Novembre	2022/326	DJES	SSCM	Vérification annuelle des comptes du Fonds des communes (exercice 2021)	Service de la sécurité civile et militaire (SSCM) – Fonds cantonal de la protection civile – Vérification des comptes de l'exercice 2021
Novembre	2022/713	DFA	SAGEFI	SAGEFI – Contrôle des dépenses liées au COVID-19 (Etat au 30.06.2022)	Service d'analyse et de gestion financières (SAGEFI) – Contrôle de la mise en œuvre et du suivi des dépenses liées au COVID-19 – Etat au 30 juin 2022
Novembre	2022/709	DFA	DGF	Vérification des paramètres fiscaux projetés pour 2023	Direction générale de la fiscalité (DGF) – Administration cantonale des impôts (ACI) – Revue du projet de compensation à froid des paramètres fiscaux 2023

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Novembre	2022/413	DSAS	DGCS	Fondation Mont-Calme – Contrôle des aides COVID	Fondation Mont-Calme – Contrôle des indemnisations COVID-19
Novembre	2022/430	DSAS	DGS	HRC VD-VS – Mandat spécial de contrôle des travaux de réalisation du nouvel hôpital – 1 ^{er} semestre 2022	Hôpital Riviera-Chablais Vaud-Valais – Contrôle des travaux de transformations lourdes des sites de Monthey et Vevey Samaritain – Examen du rapport de la Commission de construction relatif au premier semestre 2022
Décembre	2022/953	DCIRH	SERAC	Attestation du système de contrôle interne (SCI) du SERAC	Service des affaires culturelles (SERAC) – Attestation du système de contrôle interne (SCI)
Décembre	2022/611	DCIRH	SG-DCIRH	SG-DCIRH – Octroi et suivi des aides COVID – Contrôle auprès de 2 établissements	Association pour l'Entraide Familiale et l'Accueil de Jour des Enfants du Gros-de-Vaud et environs (EFAJE) – Contrôle des indemnisations COVID-19
Décembre	2022/613	DCIRH	SERAC	Pathé Romandie Sàrl	Pathé Romandie Sàrl – Examen de l'octroi et de l'utilisation des indemnisations COVID-19 dans le domaine de la culture
Décembre	2022/506	DEIEP	DGIP	RefA – Identification des causes des suspens	Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP) – Revue limitée dans le cadre du projet RefA
Décembre	2022/600	DCIRH	DGMR	DGMR – Examen d'un crédit d'investissement – RC 82 – Pont Bleu	Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) – Examen d'un crédit d'investissement – RC 82 – Ecublens–Renens-Tir Fédéral : Pont Bleu

Date d'envoi	N° Mandat	Département	Service	Titre du mandat	Titre du rapport
Décembre	2021/406	DSAS	DGCS	Contrôle des comptes et de la gestion administrative du fonds de lutte contre la précarité	Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) – Fonds de lutte contre la précarité – Vérification des comptes de l'exercice 2021

* * * * *

6.3 Liste des abréviations et des acronymes utilisés

AComCCF	Arrêté du 7 février 2000 sur la communication publique des rapports du Contrôle cantonal des finances
ACV	Administration cantonale vaudoise
AMAPRO	Logiciel d'audit
ASAI	Association suisse d'audit interne
ASR	Autorité fédérale de surveillance en matière de révision
BLV	Base législative vaudoise
CC	Code civil suisse
CCCFCFL	Conférence des Chefs des Contrôles financiers des Cantons latins
CCF	Contrôle cantonal des finances
CCVD	Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS
CDF	Contrôle fédéral des finances
CHUV	Centre hospitalier universitaire vaudois
CO	Code des obligations
COBIT	« Contrôle Objectives for Information and related Technology » est un référentiel qui permet d'instaurer un langage commun pour parler de la gouvernance des systèmes d'information tout en tentant d'intégrer d'autres référentiels tels que ISO ou ITIL
COFIN	Commission des finances du Grand Conseil
COGES	Commission de gestion du Grand Conseil
COFIL	Comité de pilotage
CRIPP	Cadre de référence international des pratiques professionnelles
Cst-VD	Constitution du Canton de Vaud du 14 avril 2003
DGF	Direction générale de la fiscalité
DGRH	Direction générale des ressources humaines
ECA	Etablissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud
ECAL	Ecole cantonale d'art de Lausanne
EMPL	Exposé des motifs et projet de loi
ETP	Equivalent temps plein
HEIG-VD	Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud
HEP	Haute école pédagogique
HES	Haute école spécialisée
HESAV	Haute école de santé Vaud
HRC	Hôpital Riviera–Chablais
IFRS	International Financial Reporting Standards
IIA	Institute of Internal Auditors
IPSAS	International Public Sector Accounting Standards
ISO	Organisation internationale de normalisation
LCCF	Loi du 12 mars 2013 sur le Contrôle cantonal des finances
LCComptes	Loi du 12 mars 2013 sur la Cour des comptes
LFin	Loi du 20 septembre 2005 sur les finances
LPECPM	Loi du 17 mai 2005 sur les participations de l'Etat et des communes à des personnes morales
LPers-VD	Loi du 12 novembre 2001 sur le personnel de l'Etat de Vaud
LSR	Loi fédérale du 16 décembre 2005 sur l'agrément et la surveillance des réviseurs (Loi sur la surveillance de la révision)
LSubv	Loi du 22 février 2005 sur les subventions
MSA	Manuel suisse d'audit
NAS	Normes d'audit suisses, actuellement NA-CH

NCQ1	Norme Suisse de Contrôle Qualité 1, actuellement ISQC-CH1
Normes IIA	Normes de l'Institute of Internal Auditors
RCCF	Règlement du 2 juin 1999 sur le Contrôle cantonal des finances (abrogé au 01.12.2017)
RefA	Réforme des Achats de l'ACV
RLCCF	Règlement du 8 novembre 2017 d'application de la loi du 12 mars 2013 sur le Contrôle cantonal des finances (entré en vigueur le 01.12.2017)
RP	Retraites populaires
RPT	Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons
SAGEFI	Service d'analyse et de gestion financières
SCI	Système de contrôle interne
SIA	Société suisse des ingénieurs et architectes
SIS	Système d'information des subventions
Swiss GAAP RPC	Recommandations relatives à la présentation des comptes
UNIL	Université de Lausanne

* * * * *